

Vers la fin du système colonial départemental ?

Le cas de la Martinique

Michel Branchi⁽¹⁾

Le mouvement social de janvier-février 2009 en Guadeloupe et en Martinique contre la « profitation » (pwofitasyon en Kréyol) est la traduction d'une crise profonde des sociétés de ces pays à l'œuvre depuis de nombreuses années et accentuée par les premiers effets de la crise financière capitaliste internationale.

Pour comprendre, essayons de déterminer les facteurs immédiats et ceux qui traduisent la crise du modèle de développement issu de la départementalisation.

I-Les facteurs immédiats : vie chère et recul du pouvoir d'achat

Au rang des éléments qui ont déclenché la colère des Guyanais, des Guadeloupéens et des Martiniquais, il y a la gestion par l'État de la fixation des prix des carburants fabriqués par la Société de raffinerie des Antilles (Sara) ; filiale de Total.

En effet, quand après une hausse continue des prix à la pompe depuis janvier 2007 dans le sillage des hausses des cours du pétrole brut, ceux-ci se sont brutalement effondrés du fait de l'éclatement en septembre-octobre 2008 de la crise financière internationale, les prix fixés par les préfets de ces départements ont tardé à répercuter les baisses. Dans le même temps l'opinion publique apprenait que les prix baissaient fortement en France. Cela a été l'étincelle qui a provoqué l'explosion contre la cherté de la vie, objet récurrent des protestations de tout un chacun.

Par ailleurs, pendant la première partie de l'année 2008 et depuis 2004 et surtout depuis le cyclone Dean, le rythme de la hausse des prix avait été supérieur à celle enregistrée en France :

Inflation comparée Martinique/France 2004/2007			
Années	Martinique	France	Différentiel Martinique/France
2004	+ 2,8 %	+ 2,1 %	+ 0,7 %
2005	+ 1,9 %	+ 1,5 %	+ 0,4 %
2006	+ 2,8 %	+ 1,5 %	+ 1,3 %
2007	+ 2,9 %	+ 2,6 %	+ 0,3 %
Avril 2008 (sur un an)	+ 3,3 %	+ 3,0 %	+ 0,3 %
Cumul différentiel 2004-2007			+ 2,7 %

Sur dix ans, de 1998 à novembre 2008 :

- les prix des produits alimentaires ont augmenté selon l'INSEE de + 32,5 % en Martinique contre + 23,5 % en France ;
- les loyers et services rattachés de + 31,5 % en Martinique contre + 28,2 % en France ;
- les transports et communication de + 10,6 % contre + 2,5 % en France.

DOM, zone de prix élevés

Il faut dire qu'il est reconnu que le niveau des prix est supérieur dans les DOM à celui de la France. Les DOM sont des « zones de prix élevés », reconnaît l'Institut d'Émission des DOM (IEDOM = équivalent de la Banque de France).

Malheureusement, la dernière enquête de comparaison spatiale des prix menée par l'INSEE date de 1992. En actualisant ses données avec le différentiel de prix Martinique/France depuis cette époque, l'écart de niveau général des prix serait de + 13,6 % fin 2007.

D'autres études moins exhaustives montrent des écarts conséquents.

Par exemple, le rapport de mission du député J.-P. Brard⁽²⁾ du 13 mars 2007 fait état aussi de différences de prix considérables entre les pays d'outre-mer et la France. Exemples :

- Dentifrice Colgate Total 75 ml : 1,79 € à Montreuil et 2,81 € en Guadeloupe, soit + 57 % ;
- Savon Persavon Marseille, 5 x 100 g : 2,10 € à Montreuil et 3,08 € en Guadeloupe, soit + 46,7 % ;
- Chocolat Nestlé Noir intense 70 % 100 g : 1,28 € à Montreuil et 2,30 € en Guadeloupe, soit + 79,7 %.

Pour sa part, le quotidien *France-Antilles* de Philippe Hersant, peu suspect d'esprit contestataire, annonce à la Une le 4 février, la veille de la mobilisation à la Martinique : « La vérité des prix ». Le quotidien fait état d'une enquête menée conjointement avec une association de consommateurs locale

et comparant certains prix pratiqués en Martinique avec ceux constatés en France dans de grandes surfaces : ils sont supérieurs de 34 %.

Les écarts de prix Martinique/France atteignent des sommets selon les relevés de prix moyens de l'INSEE. Quelques exemples pris en décembre 2008 :

- Pâtes supérieures, 500 g : 1,74 € en Martinique contre 0,89 € en France, soit + 95,5 % ;
- Côte de porc dans l'échine : 11,17 € le kg en Martinique contre 7,73 € le kg en France, soit + 44,5 % ;
- Beurre pasteurisé non salé, 250 g : 2,67 € en Martinique contre 1,61 € en France, soit + 65,8 % ;
- Huile de tournesol, 1 litre : 3,14 € en Martinique contre 2,26 € en France, soit + 38,9 % ;
- Lait UHT demi-écrémé, 1 litre : 1,16 € en Martinique contre 0,77 € en France, soit + 50,6 %.

Pourquoi ces différences de prix puisque tout ou presque est importé de France ?

La réponse officielle jusqu'ici était de les attribuer à l'éloignement et à la distance.

Il faut préciser que depuis le 1^{er} janvier 1987 la plupart des prix sont libres en France comme en Martinique et que, officiellement, les autorités comptent sur la concurrence pour réguler l'évolution des prix. Depuis cette époque, aucune étude n'a été faite par les pouvoirs publics pour vérifier les conditions de formation des prix dans les DOM, territoires insulaires où, par nature, les conditions de la concurrence sont limitées avec l'intervention d'oligopoles ou de monopoles à tous les stades. Il faut souligner en particulier le quasi monopole du transport maritime détenu par la compagnie CMA-CGM privatisée sous les gouvernements de Jacques Chirac.

Des Observatoires des prix et des revenus ont été installés suite au rapport de mission de mars 2007 du député communiste Jean-Pierre Brard. En Martinique l'observatoire a été installé en décembre 2007.

Mais ces organismes n'ont été dotés ni de pouvoirs d'investigation ni de personnels. Leurs travaux reposant sur le bénévolat de leurs membres démarrent lentement.

La structure des produits importés est la suivante :

Prix FOB + coût de transport (maritime ou aérien) + assurance = Prix CAF + frais d'approche = PRE + droits & taxes (hors TVA) = Prix de Revient + marge de l'importateur = Prix de Gros + marge du détaillant + TVA ou taxe sur la consommation = Prix de vente TTC.

Pour réduire les écarts de prix DOM/France, il faudrait agir avec volontarisme sur toutes les composantes de ces prix, c'est-à-dire réinstaurer un contrôle des prix associé à une politique adaptée de la concurrence.

Le rapport J.-P. Brard dénonce des « marges injustifiées à l'importation et à la distribution » ainsi que « d'économies de monopoles » outre-mer.

Le coût du transport, l'intervention de certains intermédiaires et le niveau des marges pratiquées par la grande distribution capitaliste peuvent aussi expliquer le niveau élevé des prix en Martinique et dans les DOM. Ces facteurs, par choix idéologique néolibéral, ne sont étudiés ni contrôlés depuis 1987.

Ainsi la grande distribution capitaliste est essentiellement le

fait de groupes familiaux de l'oligarchie martiniquaise béké et de couleur sous franchise d'enseignes françaises.

Huit groupes concentrent 94 % des surfaces commerciales opérant dans la quasi-totalité des secteurs du commerce. Il s'agit notamment des groupes ci-après : Albert (Intersport, Nocibé), Louis Delhaise (Cora, Match, Ecomax), Patrick Fabre (Leader Price), Germon et Baudoin (Conforama, But), Bernard Hayot (Carrefour Fort-de-France, Carrefour Genipa, Mr Bricolage), Ho-Hio-Hen (Géant, Casino, Cyber H), Lancry, racheté dit-on par GBH, (Carrefour Lamentin, Ed, Leroy-Merlin, Obi), Osenat (Librairie Antillaise), Parfait (Hyper U Lamentin et Fort-de-France), Roseau (Weldom, Baobab, Sport 2000), Gérard Huyghes-Despointes (Champion, 8 à 8), Thierry Huyghes-Despointes (Madimarché, Foir'fouille).

Ici il faut aborder la question des békés, c'est-à-dire les descendants des colons esclavagistes dont le poids économique est encore important sinon prédominant aux Antilles -Guyane.

Où en est la puissance économique des békés ?

La question de la puissance économique béké est soulevée depuis le début de la crise sociale en Guadeloupe et en Martinique et surtout après la diffusion sur Canal+ d'un film-documentaire de Romain Bolzinger intitulé « Les derniers maîtres de la Martinique » qui a reçu un grand écho et soulevé une grande colère de l'opinion antillaise suite aux propos racistes d'un possédant béké à la tête d'un grand groupe de l'industrie agro-alimentaire, Alain Huygues-Despointes.

Le magazine économique « Business News » (Directeur : Eddy Marajo) a présenté en mars 2007 un dossier intitulé : « **Békés. Puissance économique : mythe ou réalité ?** ». Une évaluation de l'importance des groupes économiques békés en Martinique a été réalisée à partir de l'emploi et de la valeur ajoutée et de leur contribution au produit intérieur brut. Cette approche est évidemment très partielle, à notre avis, car elle ne rend pas compte des rapports d'influence et en particulier de la présence croisée du capital béké dans les différents secteurs.

Résultats : **les 15 groupes békés représenteraient 14 % du PIB local (5,68 milliards d'euros en 2002) et 22 % de la valeur ajoutée marchande.** Soit une création de richesse de 853 millions d'euros quand même ; 9 % de l'emploi total, soit 11 000 des quelques 125 000 emplois existants en 2005 et 14,8 % de l'emploi « privé ». Ce qui est cependant très important. Les secteurs intégrant des entreprises békés en Martinique représentent 46,4 % du PIB ; leur part estimée dans ces secteurs serait de 32,8 % selon Business News. Ces groupes contrôlent 330 entreprises actives, soit 1 % des entreprises, est-il souligné. Mais le rapport au nombre total d'entreprises n'a pas de sens vu la « poussérisation » extrême des quelques 27 000 entreprises martiniquaises, dont une sur deux n'a pas de salarié et 1,8 % seulement ont plus de 20 salariés (514 entreprises).

L'étude montre que, sous l'influence d'une série de facteurs, le poids économique des entreprises békés concentrées aujourd'hui dans une quinzaine de groupes, s'est considérablement réduit tout au long du XX^e siècle :

.../...

catastrophe de Saint-Pierre en 1902, crise de l'industrie sucrière dans les années 1960 (fermeture de la totalité des usines centrales martiniquaises), pénétration du capital français, européen et international, disparition de leur banque le Crédit Martiniquais racheté par la Bred (du fait de leur avidité lors de la défiscalisation), montée en puissance des groupes noirs, mulâtres et chinois à partir du début des années 1980, etc. 17 groupes Békés ont ainsi disparu au cours des trente dernières années dont certains ont cependant été absorbés par d'autres groupes békés par fusion-acquisition (spécialité des groupes Bernard Hayot et Gérard Huyghes-Despointes).

C'est ainsi que les groupes capitalistes békés ont perdu le contrôle des assurances, de la banque, de la distribution des hydrocarbures, d'une partie de la distribution alimentaire (ils détiendraient tout de même 26,5 % des hypermarchés et 50,7 % des supermarchés), et même le rhum repris en quasi-totalité par des multinationales (groupe français La Martiniquaise et groupe réunionnais Quartier Français) à l'exception de Clément, JM, rhum Saint-Étienne et distillerie du Simon repris par Bernard et Yves Hayot ainsi que rhum Neisson resté indépendant, etc. Ils ne sont pas présents dans le téléphone mobile (France Télécom, Outre-mer Télécom, etc.), la construction (Vinci, Bouygues), le marché de l'environnement, la gestion de l'eau (Veolia, Lyonnaise des Eaux, SAUR), la production d'énergie (Total, Esso, Texaco, Rubis), le transport, le meuble, l'électro-ménager (But, Conforama, Conexion), la sécurité, etc.

Cependant Business News reconnaît que les békés « sont directement détenteurs d'un véritable pouvoir économique en gérant la majorité du foncier agricole du pays » : les grandes exploitations agricoles békés (240 environ et 5 % des exploitations agricoles) occuperaient 52 % de la surface agricole utilisée.

Les békés dominent dans les secteurs de la production et du commerce de matériaux de construction, dans l'industrie locale et particulièrement l'agro-alimentaire. Ils n'hésitent pas (comme les groupes Bernard Hayot ou Huyghes-Despointes), à investir à l'extérieur de la Martinique dans les deux autres départements français d'Amérique (Guadeloupe et Guyane) et à l'international (République dominicaine, Trinidad, Le Maroc, Nouvelle-Calédonie, La Réunion, La France, Cuba, Saint Martin, etc.).

En conclusion, la puissance économique des békés martiniquais est réelle mais, avec la départementalisation, les multinationales françaises et européennes les ont refoulés quelque peu. Nous avons les anciens maîtres et de nouveaux plus inaccessibles et anonymes.

D'autres éléments de contexte expliquent le soulèvement populaire en Guadeloupe et en Martinique. Citons entre autres :

- **Un tiers des salariés du privé**, soit environ 22 000 Martiniquais(es), seraient au SMIC ou au voisinage selon l'INSEE, soit 1 037,24 € net par mois au 1^{er} juillet 2008 ; comment vivre en Martinique avec une telle somme ? La moitié des salaires est inférieur à 1 400 € par mois ; et un emploi sur cinq est un emploi précaire, soit 21 % des salariés contre 12 % en France. Beaucoup de travailleurs salariés sont dans la pauvreté et surendettés.

- **Baisse du pouvoir d'achat** : ces dernières années 2004-2007, selon l'INSEE, les salaires ont progressé de 1 % en Martinique en moyenne par an, c'est-à-dire moins que l'inflation qui a été en moyenne annuelle de + 1,9 % (voir plus haut). Sur 4 ans (2004-2007) la perte du pouvoir d'achat salarial en Martinique serait donc de - 3,6 %.

- **Le taux de pauvreté en 2006 est de 16,4 %** des ménages en Martinique avec un seuil bas de 584 € par mois contre 11,7 % en France avec un seuil de pauvreté de 788 €. En Guadeloupe, le taux de pauvreté est de 18,6 % en 2006 avec un seuil de pauvreté fixé à 517 € par mois. Le nombre de bénéficiaires du RMI était de 31 952 en Martinique au 31/12/2007, soit 8 % de la population contre approximativement 2 % en France. Le nombre de Rmistes des Dom représente 14,3 % du total de la France. 28,3 % des Martiniquais bénéficient de la CMU contre 6,8 % en France.

- En Martinique, on assiste depuis 2007 à un **brutal ralentissement de l'activité économique** du fait de la chute de la consommation liée au recul du pouvoir d'achat (croissance du PIB de + 0,9 % en 2007 contre + 3 % en moyenne ces douze dernières années) qui s'est amplifié en 2008. La pseudo-croissance artificielle alimentée par les transferts publics est en panne. Les incidents de paiement des entreprises ont augmenté en 2008 de 17 % sur un an (commerce, construction surtout). Le BTP est entré en crise en 2008 avec l'éclatement de la bulle immobilière et spéculative provoquée par la défiscalisation.

- **Le chômage officiel remonte** depuis juillet 2008 (plus de 2 150 chômeurs supplémentaires recensés) pour atteindre 34 554 chômeurs officiels en décembre 2008, soit + 6,4 % en un an.

Le cocktail vie chère, recul du pouvoir d'achat, début de récession économique et chômage accru, plus mépris raciste des békés et autres colonialistes extérieurs ont provoqué l'explosion populaire.

II- Facteurs liés au système colonial départemental en crise : maintien du Pacte colonial sous des formes nouvelles

Cette crise sociale est aussi économique, écologique (affaire de la chloredecone), identitaire et morale, et politique (impuissance des pouvoirs locaux à peser sur les décisions importantes). Elle s'inscrit dans un contexte structurel de dépendance à l'égard des importations, de faiblesse de la production locale concurrencée durement par l'importation. À cela s'ajoutent la non-implication des banques dans la production locale qui orientent le crédit vers la consommation importée et la spéculation foncière et immobilière, la fragilité financière des entreprises, le recul régulier de la surface agricole utilisée et la dépendance alimentaire accrue, les effets pénalisants des monopoles des transports aériens et maritimes et une croissance largement artificielle parce que tirée par la consommation importée et les transferts publics et sociaux, etc.

C'est donc une crise sociétale spécifique qui vient de loin.

Quelques caractéristiques de l'économie martiniquaise :

- 1) **Il s'agit d'une économie « dominée par la demande »** : la consommation (ménages, administrations) est en permanence supérieure au Produit Intérieur Brut (PIB), c'est-à-dire à la richesse globale : 6,9 milliards d'euros contre 6,8 milliards d'euros en 2004. En France, la consommation est égale à 80 % du PIB. La Martinique consomme plus qu'elle ne « produit ». Le pays est dominé par les capitalistes de l'import-

distribution qui captent l'essentiel des transferts publics et sociaux (1 622 millions d'euros nets en 2003) qui se transforment en importations (2 111 millions d'euros en 2004) puis en profits (2 331 millions d'euros en 2006).

2) Un nouveau mécanisme d'exploitation coloniale depuis les années 1960/1970.

À partir des années 1960-1970, l'intégration accrue de l'économie martiniquaise à l'économie française découlant de la départementalisation a substitué au vieux système d'exploitation coloniale basé sur l'exportation de denrées tropicales (sucre, rhum, bananes, etc.) un nouveau mécanisme constitué par l'injection de transferts publics et sociaux alimentant un courant croissant d'importation. Celui-ci améliore certes le niveau de vie mais sans entraîner une croissance significative de la production locale – et se recycle sous forme de profits pour les représentants de l'oligarchie béké reconvertie dans le grand commerce et pour les firmes capitalistes françaises venues contrôler le marché des DOM. Les dépenses de l'État dans les DOM soutiennent les grandes firmes françaises.

Effet d'un euro de transfert public net en Martinique : les DOM ne sont pas un fardeau pour la France.

Selon le rapport DME (Didacticiels et modélisation économique) dirigé par le Pr Olivier SUDRIE « 50 ans de progrès économique et social en Martinique » (juin 2004) un euro de transfert public net en 2000 engendre :

- D'un côté, 0,34 € d'importations en France, 0,46 € de valeur ajoutée (richesses supplémentaires) en France, 0,21 € de prélèvements obligatoires au bénéfice de l'État français ;
- D'un autre côté, 1,46 € de valeur ajoutée (richesses supplémentaires) en Martinique, 0,59 € de prélèvements obligatoires au bénéfice de l'État français.
- Au total :
 - l'État récupère 0,80 € (0,21 € + 0,59 €);
 - les capitalistes français 0,46 € ;
 - les capitalistes martiniquais une part évaluée à 7,3 % des 1,46 € de valeur ajoutée locale, soit 0,11 € ;
 - le déficit n'est que de 0,20 € sur 1 € de dépenses publiques.

3) Le secteur des services est prépondérant (80 % de la valeur ajoutée totale). Dans cet ensemble les services non marchands, c'est à dire le secteur public, jouent un rôle d'autant plus déterminant dans l'activité économique (32% de la valeur ajoutée contre 21 % en France) que le secteur privé est faible.

4) La part du secteur industriel dans la richesse globale demeure faible : 8/9 % (contre 21 % en France). Cela résulte de l'histoire coloniale certes (Colbert : « Ni un clou ni un fer à cheval »), mais aussi de l'intégration forcée à l'Europe qui nous impose le libre échange intégral tout en limitant la protection de la production locale par l'octroi de mer et enfin des choix de l'oligarchie qui généralement préfère les facilités du négoce de l'importation.

5) Les échanges sont principalement réalisés avec la métropole (avec un accroissement de la part en provenance de l'Europe) qui satisfait la consommation. Les

échanges avec les voisins caribéens sont réduits (sauf les hydrocarbures). On retrouve ici le rôle colonial des DOM, débouché pour la métropole, et celui de la métropole (et de l'Europe) comme fournisseur(s) quasi-exclusif(s) de la néo-colonie départementale. Le taux de couverture des importations par les exportations est de l'ordre de 16/17 % et traduit les déséquilibres économiques structurels. L'intégration à l'Europe sous forme de Régions dites ultrapériphériques (RUP – article 299-2 Traité d'Amsterdam) isole les DOM de leur environnement géographique et les soumet au dumping social de leurs voisins (accords de Lomé et accords de partenariat économique dits APE).

6) La situation financière d'ensemble des entreprises martiniquaises est apparemment bonne. Mais, à y regarder de plus près, les bons résultats (ratios) sont concentrés sur quelques grandes entreprises capitalistes bien structurées (souvent les békés et capitalistes français), alors que les résultats des entreprises individuelles (petits entrepreneurs noirs généralement) – qui sont la majorité – sont beaucoup plus mauvais. C'est un autre signe du sous-développement du fait de la sous capitalisation des entreprises martiniquaises et de leurs difficultés d'accès au crédit. C'est le fameux « dualisme » du sous-développement.

7) En dépit d'un bon niveau de formation et des politiques d'emplois aidés de l'État, le chômage est structurellement élevé (officiellement 21 à 22 % de la population active, en fait de 26 à 30 % en incluant les travailleurs « découragés »). Il est deux à trois fois plus élevé qu'en France (8,1 %) et que la moyenne de la zone euro (9 %).

Cette situation n'est pas due à la fatalité ni à l'éloignement et à l'insularité, comme le disent les technocrates du colonialisme (IEDOM, AFD), mais surtout au maintien, sous des formes nouvelles, de rapports de type coloniaux avec la France et l'Union européenne ainsi qu'aux pratiques de parasitisme économique des maîtres de l'économie (békés, bourgeoisie de couleur et sociétés coloniales françaises). Les éléments du fameux Pacte de l'Exclusif colonial et de l'économie de comptoir sont toujours présents mais sous des formes modifiées⁹.

Si l'on veut caractériser l'économie martiniquaise, au-delà des concepts d'économie de transfert ou d'économie de rente, utiles pour expliquer son fonctionnement, il faut bien admettre que son économie est dominée, dépendante et mal développée. Elle est de type néo-colonial.

Conclusion : La « fin d'un cycle historique » ou l'échec du système colonial départemental

Les manifestants ont crié « Gwadeloup sé tan nou, sé pa ta yo, Matnik sé tan nou, sé pa ta yo ». Ce qui veut dire : la Guadeloupe, la Martinique nous appartient, elle ne leur appartient pas. Ce slogan veut dire, selon nous deux choses : ces pays appartiennent à tous les citoyens et non aux seuls profiteurs, aux possédants békés ou autres et aussi ils n'appartiennent pas aux colonialistes. Il y a un aspect de classe, social et indissociablement un aspect anticolonialiste.

Recevant en pleine crise les élus d'outre-mer à l'Élysée le 19 février 2009, le Président de la République Nicolas Sarkozy a déclaré : « Je crois que nous sommes arrivés à la

fin d'un cycle historique en outre-mer». Il prétend avoir compris que ce qui se passe en Guadeloupe et en Martinique n'est pas seulement une crise sociale mais aussi «une crise identitaire et donc politique». La suite prouvera si ce président qui trouvait que la colonisation a des aspects positifs, l'auteur du funeste discours de Dakar méprisant l'Homme noir, a su se hisser à la dimension historique de l'histoire antillaise.

Il s'agit de la faillite d'un système qui produit et reproduit le mal développement. La faillite du système colonial départemental.

Pour engager un autre type de développement – un développement endogène – il faut mobiliser les forces vives de ces pays et non plaquer de Paris un énième plan Sarkozy-Jego après les plans Girardin, Jospin-Paul, Perben et autres Pons, Dijoud, etc., qui tous ont conduit à l'échec.

Pour mettre en place d'autres logiques de développement, une véritable politique de développement, il est impératif de faire droit à l'aspiration de ces peuples à l'accession à la responsabilité politique.

Cela passe par un changement statutaire, par l'érection de la Martinique en Collectivité unique nouvelle disposant de l'autonomie comme le permet l'article 74 de la Constitution actuelle et comme l'a demandé le Congrès des élus martiniquais à une large majorité le 18 décembre 2008.

L'engagement de la République française dans cet effort

pourrait se concrétiser dans une loi-programme de 15 ans élaborée contractuellement.

Telle pourrait être l'issue de cette crise ■

(1) Économiste, ex-Commissaire de la Concurrence et de la Consommation, Membre du bureau politique du Parti Communiste Martiniquais (PCM).

(2) Rapport relatif à l'amélioration de la transparence des règles applicables aux pensions de retraite et aux rémunérations outre-mer et présenté par M. Jean-Pierre Brard, Député (Assemblée nationale 13/03/2007).

(3) Le principe de l'Exclusif ou Pacte colonial, consiste à interdire aux colonies toute relation commerciale avec l'étranger, et laissant à la métropole le monopole.

PIB par habitant en euros en 2007	
Guadeloupe	17 221
Martinique	19 111
Guyane française	12 965
Réunion	16 244
France	30 140

Taux de chômage (en % en 2007)	
Guadeloupe	22,7 %
Martinique	21,2 %
Guyane française	20,6 %
Réunion	24,2 %
France	8,1 %

